

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

*Procédure adaptée ouverte - Services spécifiques*  
*Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la Commande Publique*

---

**Marché N° : 2515C02MP**

### ACCORD-CADRE DE SERVICES D'ENSEIGNEMENT SUR DES ACTIONS DE FORMATIONS CACES DISPENSÉES PAR LA CCI DU CANTAL.

---

**Pouvoir Adjudicateur**

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Cantal  
44 Boulevard du Pont Rouge  
15000 Aurillac

Site internet: [www.cantal.cci.fr](http://www.cantal.cci.fr)

Profil acheteur: [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Cellule de la commande publique: [marches@cantal.cci.fr](mailto:marches@cantal.cci.fr)

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Contexte.....	3
1.2 - Objet du contrat.....	3
1.3 - Décomposition du contrat.....	4
1.4 - Type d'accord-cadre.....	4
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	6
5.1 - Durée du contrat.....	6
5.2 - Reconduction.....	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	9
6.3 Clause butoir.....	10
6.4 Clause de sauvegarde.....	10
6.5 Clause de variation de prix à seuil de déclenchement.....	10
7 - Garanties Financières.....	10
8 - Avance.....	10
9 - Modalités de règlement des comptes.....	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
9.3 - Délai global de paiement.....	11
9.4 - Paiement des cotraitants.....	11
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	12
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
10.1 - Organisation matérielle et pédagogique.....	12
10.2 - Obligations du titulaire.....	13
10.3 - Modifications techniques.....	15
10.4 - Modifications planning d'intervention.....	15
10.5 - Non subordination.....	15
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	15
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	15
12.1 - Vérification.....	15
12.2 - Décision après vérification.....	16
13 - Garantie des prestations.....	16
14 - Pénalités.....	16
14.1 - Pénalités de retard.....	16
14.2 - Autres pénalités spécifiques.....	16
15 - Assurances.....	16
16 - Clauses de réexamen.....	17
17 - Résiliation du contrat.....	18
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	18
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	18
18 - Règlement des litiges et langues.....	19
19 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	19
20 - Exclusivité des accords-cadres.....	19
21 - Dérogations.....	19
22 - Caractéristiques des formations CACES.....	19
22.1 - Rappel du contexte réglementaire.....	19
22.2 - Objectif de la formation.....	20
22.3 - Modalités et format.....	20

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 – Contexte

La CCI du Cantal est un établissement public administratif qui représente les entreprises ressortissantes inscrites au registre du Commerce et des Sociétés du territoire.

La CCI dispose d'un Campus de formation entièrement équipé permettant de dispenser tout un panel de formations en lien direct avec les besoins du marché de l'emploi : [www.formationscantal.fr](http://www.formationscantal.fr)

## 1.2 - Objet du contrat

La présente consultation concerne des prestations d'enseignement sur des actions de formations CACES dispensées par la CCI du Cantal. Cet accord cadre multi-attributaire prévoit de retenir plusieurs candidats pour chacun des lots. Un prestataire peut présenter un ou plusieurs formateurs.

La CCI du Cantal met en place des actions de formation CACES :

- Dans le domaine de la formation continue pour les chefs d'entreprise et leurs salariés du département du Cantal,
- Dans le domaine des formations longues pour les stagiaires des formations télécoms, techniques (électricité, bâtiment,) dispensées sur le département du Cantal ou sur des sites partenaires à l'échelle nationale

Les clients cible de la CCI du Cantal sont les suivants :

- Salariés d'entreprises,
- Demandeurs d'emploi,
- Donneurs d'ordre publics (conseils régionaux, Pôle emploi, ...)
- Agence d'intérim

### Lieu(x) d'exécution :

Les formations peuvent être dispensées sur les sites de formation de la CCI du Cantal mais aussi auprès de chaque entreprise cliente.

### Opérations cofinancées par le « Fonds européen » :

Pour la mise en œuvre des prestations objet du présent marché, la CCI du Cantal est susceptible de bénéficier directement ou indirectement d'une aide de l'Union européenne au titre du FEDER/FSE Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 » affectée par les conseils régionaux ou autres établissements publics.

Dans ce cadre, les bons de commandes émis pour ces prestations et les documents d'exécution devront mentionner la référence aux financements de l'Union Européenne et présenter de façon visible le logo de UE et de l'établissement public. Le titulaire du marché ne peut solliciter directement l'aide du « Fonds européen » au titre du présent marché.

### Contrôle sur les opérations cofinancées par le « Fonds européen » :

Le cas échéant, le titulaire d'un bon de commande pour lequel les prestations sont financées au titre du « Fonds européen » est tenu de se soumettre aux contrôles effectués par les organismes régionaux, nationaux ou communautaires habilités.

Il doit pouvoir justifier, en cours et après réalisation de l'opération, la réalité physique de la prestation et sa conformité avec les pièces contractuelles du marché

Le titulaire du marché est tenu de communiquer sur demande tout document justifiant la réalisation de la prestation.

Il conserve jusqu'à 3 ans après l'exécution des formations, les pièces justifiant la réalité de la prestation financée par le « Fonds européen ».

### 1.3 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 7 lot(s) dans le tableau ci-après comprenant les montants maximum des prestations pour 4 ans et le nombre de Titulaires requis :

Lot(s)	Désignation	Nombre de titulaires requis	Montant maximum en € TTC/Net 1 <sup>ère</sup> période (initiale) 2 ans fermes	Montant maximum en € TTC/Net 2 <sup>ème</sup> période (Reconduction) 1 an	Montant maximum en € TTC/Net 3 <sup>ème</sup> période (Reconduction) 1 an
Lot 1	CACES R 485 cat 1 et 2	3	11 500€	5 750€	5 750€
Lot 2	CACES R486 cat A et B	3	23 000€	11 500€	11 500€
Lot 3	CACES R489 cat. 1A, 1B, 3 et 5	3	11 500€	5 750€	5 750€
Lot 4	Recyclage CACES R485 cat 1 et 2	3	11 500€	5 750€	5 750€
Lot 5	Recyclage CACES R486 cat A et B	3	11 500€	5 750€	5 750€
Lot 6	Recyclage CACES R489 cat 1A 1B, 3 et 5	3	11 500€	5 750€	5 750€
Lot 7	Autorisation de conduite CACES R486 Cat 3B conducteur de chariot automoteur	3	20 500€	10 250€	10 250€

### 1.4 - Type d'accord-cadre

Les accords-cadres, avec un montant maximum, sont passés en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum des accords-cadres est mentionné ci-après pour toute la durée du marché. Ils donneront lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque lot sera attribué à un plusieurs opérateurs économiques selon le tableau ci-après (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres régulières et appropriées) de manière à couvrir le besoin en nombre de formateurs.

### 1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les titulaires se verront attribuer les bons de commande au fur et à mesure de la mobilisation des formations à réaliser et jusqu'au dernier jour de validité du marché, à partir des critères suivants :

- ↳ **Disponibilité du formateur**
- ↳ **Compétences et expérience du consultant par rapport à la problématique de l'entreprise**
- ↳ **Prix**
- ↳ **Choix final selon avis de l'entreprise**

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

### **1.6 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE valant marché
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Les commandes émises durant la validité du marché.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est soumis à une obligation de réserve et s'engage à ne divulguer aucun fait, événement, document ou résultat dont il a connaissance au cours de l'exécution de sa prestation.

Durant les formations, le titulaire représente la CCI du Cantal. Il s'interdit par conséquent de dire ou de faire quoi que ce soit qui puisse porter préjudice à la bonne image de la CCI et de son centre de formation.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

En matière de sécurité, le titulaire est tenu de respecter les dispositions législatives ou réglementaires suivantes :

- Règlement intérieur du centre de formation,
- Règlement de vie collective applicable aux auditeurs de CCI Formation,
- Charte d'utilisation des ressources des systèmes d'information et de communication pour les apprenants et le personnel enseignant non salarié de la CCI,
- Charte pédagogique.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
  - Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
  - Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
  - Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la réception du premier bon de commande.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires TTC ou NET selon les stipulations du cadre de réponse.

La prestation doit permettre de faire un maximum de formations, voire 100 % selon l'évolution de la réglementation, au sein des campus de la CCI du Cantal, ou au sein de l'entreprise formée.

Les prix sont réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- Les temps de préparation,
- La participation aux éventuelles réunions de coordination,
- La préparation et la correction des évaluations des acquis sauf pour les évaluations et corrections ne découlant pas directement d'un face à face pédagogique.
- Les frais annexes, déplacements, hébergement et repas.

Les frais de déplacement s'entendent inclus dans le prix si les formations ont lieu dans le Cantal.

Si les formations se déroulent hors département du Cantal, les frais de déplacement pourront être remboursés en sus sur la base des justificatifs et selon le barème fiscal des indemnités kilométriques.

Les prix unitaires sont constitués d'unités d'œuvres forfaitaires par lot :

#### Lot 1 : CACES R 485 cat 1 et 2

##### ↳ Tarif pour 1 catégorie :

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

##### ↳ Tarif pour 2 catégories

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

#### Lot 2 : CACES R486 cat A et B

##### ↳ Tarif pour 1 catégorie :

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

##### ↳ Tarif pour 2 catégories

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

#### Lot 3 : CACES R489 cat. 1A, 1B, 3 et 5

##### ↳ Tarif pour 1 catégorie :

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

##### ↳ Tarif pour 2 catégories

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

##### ↳ Tarif pour 3 catégories

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

↳ **Tarif pour 4 catégories**

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

**Lot 4 : Recyclage CACES R 485 cat 1 et 2**

↳ **Tarif pour 1 catégorie :**

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

↳ **Tarif pour 2 catégories**

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

**Lot 5 : Recyclage CACES R486 cat A et B**

↳ **Tarif pour 1 catégorie :**

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

↳ **Tarif pour 2 catégories**

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

**Lot 6 : Recyclage CACES R489 cat 1A 1B, 3 et 5**

↳ **Tarif pour 1 catégorie :**

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

↳ **Tarif pour 2 catégories**



- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

#### ↳ **Tarif pour 3 catégories**

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

#### ↳ **Tarif pour 4 catégories**

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

### **Lot 7 : Autorisation de conduite chariot, nacelle, gerbeur**

#### ↳ **Tarif pour 1 journée :**

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

#### ↳ **Tarif pour 2 journées**

- Px par stagiaire pour < ou = 6 stagiaires
- Px par stagiaire pour 6 à 10 stagiaires
- Px par stagiaire pour > 10 stagiaires

## **6.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes la première année du marché puis révisables chaque année à la date d'anniversaire de notification du marché.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **remise de l'offre par le titulaire (date indiquée à la page de garde du Règlement de consultation)** ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Dans l'hypothèse où la procédure de passation a donné lieu à la remise de plusieurs offres successives, dans le cadre d'une négociation, la date à prendre en compte est la date de notification du marché.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Formules
$C_n = + 100.0\% (\text{SYN REV } (n) / \text{SYN REV } (o))$

selon les dispositions suivantes :

- C<sub>n</sub> : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L' index de référence est le suivant :

Code	Libellé
SYN REV	SYNTEC REVISE publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE

### 6.3 Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision des prix sera limitée à une augmentation de 1,5 % maximum par an. En cas de dépassement des 1,5%, l'augmentation doit être dûment justifiée, et faire l'objet d'un accord par le pouvoir adjudicateur.

### 6.4 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application d'une nouvelle révision, lorsque l'augmentation conduit à dépasser le seuil de 5,0 % sur la durée du marché.

### 6.5 Clause de variation de prix à seuil de déclenchement

Dans le cadre de la révision annuelle, les modalités de variation de prix ne se déclencheront que dans la mesure où l'augmentation est strictement supérieure à 1%.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation **Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la

personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
  - 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
  - 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
  - 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
  - 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
  - 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
  - 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ; 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
  - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  - 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ; 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
  - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique :

Identifiant Structure : 18150001800062

Code service : 15CFORM

Numéro d'engagement juridique : N° du bon de commande

Pour tout renseignement concernant les factures, le mail du service de facturation est le suivant : [fournisseurs-cantal@auvergne-rhone-alpes.cci.fr](mailto:fournisseurs-cantal@auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur dans les conditions suivantes :

➤ La notification du marché et de ses avenants sera effectuée via le profil acheteur PLACE. En revanche, il n'est pas prévu de notifier les bons de commande ou tout autre document faisant courir un délai via la PLACE.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

### **10.1 - Organisation matérielle et pédagogique**

Le responsable de la formation met à disposition du prestataire les moyens matériels et techniques pour l'organisation de son intervention. Le titulaire a en charge le respect des procédures qualités du centre de formation.

L'organisation matérielle des stages (salles, matériel) est assurée par les centres de formation de la CCI, conformément à la proposition d'intervention du prestataire.

Pour chaque action nouvelle, le formateur doit fournir les programmes (objectifs, contenus, méthodes pédagogiques), supports pédagogiques demandés et ses besoins en ressources matérielles.

La CCI et le titulaire sont tenus de s'informer mutuellement de toute annulation ou interruption de

stage. Lorsque le formateur ne peut assurer la formation pour laquelle il a reçu une commande, les heures ne pouvant être effectuées peuvent être attribuées par la CCI du Cantal à un autre formateur.

La CCI décline toute responsabilité en cas de perte, vol ou détérioration des objets personnels et ou professionnels de toute nature utilisés ou déposés par les formateurs dans les locaux du Centre de formation ou chez l'un de ses clients.

## **10.2 - Obligations du titulaire**

Le contenu des modules de formation est décrit dans un catalogue de base.

Le titulaire en lien avec l'équipe pédagogique doit réaliser le contenu de son programme de formation en respectant le cadre fixé par le centre de formation.

Dans le cadre des formations techniques nécessitant une expertise, le titulaire est amené à développer des contenus du programme de formation. Les propositions devront être préalablement validées par le responsable de formation.

Le titulaire est tenu de respecter les procédures qualités du centre de formation (QUALIOPI). Dans le cadre de la démarche qualité de la CCI et pour répondre à ses exigences, chaque prestataire est tenu de fournir, pour chaque nouvelle prestation de formation les justificatifs suivants :

- Programme et objectifs opérationnels
- Méthodes pédagogiques (déroulé pédagogique détaillé)
- Méthodes d'évaluation (tests de positionnement et de validation des compétences)
- Créativité et innovation pédagogique
- Capacité à respecter un référentiel pédagogique

Les candidats retenus s'engagent à transmettre ces éléments au plus tard 10 jours avant le début des formations.

Le titulaire est en charge de la réalisation des supports de cours pour les stagiaires. La duplication des documents peut être assurée par le Centre de formation selon les modalités en vigueur sur le site et dans le respect de la réglementation en matière de reproduction de documents.

Le titulaire a en charge :

- la tenue des feuilles de présence à remettre au responsable de formation, soit à la fin de chaque module de formation.
- Le signalement des absences dans les premières heures de formation au secrétariat.
- L'émargement des stagiaires par séance ou par demi-journée. Le titulaire est tenu de les remettre au responsable de formation à la fin de chaque module de formation,
- Le respect des horaires des formations programmées ainsi que les horaires des pauses.
- La participation aux réunions pédagogiques organisées pour les formations.
- La mise en place d'une évaluation (préparation et correction) des acquis et de procéder à l'évaluation des stagiaires selon le règlement pédagogique de chaque formation.
- Le respect de la conformité du contenu pédagogique ou du programme de formation dans les délais et progressions pédagogiques convenus.

Le titulaire devra tenir informé le responsable pédagogique de l'avancement du programme de

formation et de tout dysfonctionnement qui pourrait nuire à la qualité de la formation.

Le titulaire devra transmettre au responsable un bilan global à l'issue de la formation ou un bilan individuel suivant la demande du client.

Le titulaire en cas d'absence, a l'obligation de prévenir le responsable de formation dans un délai de 24H. Le centre de formation se réserve le droit de reporter ou non les heures non réalisées.

Le titulaire ne peut en aucun cas, faire intervenir une tierce personne non déclarée au marché et sans l'accord du centre de formation, ni se faire remplacer par un candidat de son groupement sans autorisation.

En cas d'anomalie ou de dysfonctionnement, le titulaire devra s'adresser au responsable concerné ou à la Direction du centre de formation pour signaler les faits.

Le titulaire ne peut utiliser de logiciel ou de supports non conformes à la réglementation (utilisation de supports protégés, de logiciel sans licence...).

Par la signature du marché, le titulaire s'engage expressément vis-à-vis de la CCI du Cantal :

- À respecter les critères permettant aux financeurs de la formation professionnelle continue de s'assurer de la qualité des actions de formation dispensées par le Centre de formation conformément au décret n° 2015-790 du 30 juin 2015,
- À se conformer à toutes les instructions et consignes particulières de travail qui lui seront données par son interlocuteur au sein du Centre de formation,
- À prendre connaissance de « la Déclaration Pédagogique » du Centre de formation, c'est-à-dire des engagements pris auprès de ses clients. Elle est remise à l'ensemble des formateurs et est disponible auprès du Pôle Accompagnement & Développements pédagogiques.
- À mettre en œuvre une pédagogie respectant « la Déclaration Pédagogique ». Pour cela, le formateur peut s'appuyer sur le Pôle Accompagnement & Développements pédagogiques ainsi que sur les méthodes et outils que ce Pôle met à disposition. Le Centre de formation mesure l'adéquation des pédagogies mises en œuvre avec ses exigences. Toute formation peut faire l'objet d'une analyse à l'initiative du formateur lui-même, des collaborateurs du Centre et plus particulièrement du Pôle Accompagnement & Développements pédagogiques. L'analyse des pratiques et leur amélioration si nécessaire sont toujours menées avec le formateur concerné.
- À se conformer aux dispositions du manuel formateur édité par CCI Formation Cantal, et notamment parmi ces dispositions, à l'interdiction d'utiliser sans autorisation des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, ...etc) impliquant CCI Formation Cantal et de créer des groupes relatifs à CCI Formation Cantal sur ces réseaux. Concernant ce point, une autorisation pourra être accordée par un responsable de CCI Formation Cantal au prestataire ayant formulé une demande en ce sens. Cette autorisation devra être écrite et son objet précisément défini.
- À respecter une obligation de réserve et à éviter en toute circonstance portant ou pouvant porter atteinte à la considération de CCI Formation Cantal.
- À respecter le cas échéant, vis-à-vis des stagiaires et des entreprises qui recourent aux services de CCI Formation Cantal, une obligation de secret professionnel, tant en ce qui concerne les affaires des stagiaires ou des entreprises clientes de CCI Formation Cantal que celles éventuellement de leurs propres clients ou de leurs partenaires.
- À cet égard, le prestataire s'interdit de divulguer à qui que ce soit, concepts, études, analyses, projets ou réalisations effectués par les stagiaires ou entreprises pour eux-mêmes, ou éventuellement pour leurs clients ou partenaires.
- Sont notamment considérés comme absolument confidentiels les formules, méthodes, procédures, techniques, programmes et sous-programmes élaborés par lesdites entreprises ou stagiaires.
- À ne pas exercer pour le compte des entreprises avec lesquelles il aura été mis en contact,

aucune activité de formation et/ou conseil de nature à entrer en concurrence avec les prestations et actions commerciales de CCI Formation Cantal, et ceci pendant toute la durée du présent engagement.

- À avertir expressément CCI Formation Cantal de tous litiges, incidents ou accidents survenus avec ou chez l'un de ses clients ou prospects. CCI Formation Cantal prendra toutes mesures nécessaires dans le cadre de sa relation-clients.

### **10.3 - Modifications techniques**

Au moment de l'attribution du bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire et à la demande du client, des modifications de caractère technique sur la base du module « catalogue » de formation. Le pouvoir adjudicateur peut accepter les modifications proposées par l'attributaire. La formulation de ces modifications est reprise dans le bon de commande.

### **10.4 - Modifications planning d'intervention**

Après émission d'un bon de commande, le planning d'intervention est susceptible d'être modifié du fait d'un décalage par l'établissement accompagné ou d'un taux de remplissage de la formation insuffisant. Dans ce cas, une proposition d'un nouveau planning sera présentée à l'attributaire du bon de commande. Le cas échéant, la formation peut être annulée pour ces mêmes motifs, dans ce cas-là, une nouvelle formation sera proposée à l'attributaire.

### **10.5 - Non subordination**

Les formateurs qui sont amenés à travailler dans les locaux de la CCI du Cantal sont des personnels du titulaire, ils demeurent en permanence sous l'autorité du Titulaire. Il est entendu qu'il ne s'établira aucun lien de subordination entre le personnel du Titulaire et la CCI du Cantal.

Le titulaire est tenu d'accomplir toutes les obligations légales liées à ses salariés.

## **11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

Par ailleurs, tout document remis au titulaire par le centre de formation pour l'exécution de sa prestation demeure la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur. Ces documents ne pourront être utilisés par le titulaire uniquement dans le cadre des formations liées au présent marché.

Dans ce cas, le titulaire s'interdit d'exploiter les documents de quelque manière que ce soit en dehors des prestations à exécuter dans le cadre du présent marché, sauf autorisation préalable écrite du pouvoir adjudicateur.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérification**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Ces opérations de vérification seront réalisées sur la base des prestations et/ou pièces suivantes :

- Emploi du temps et feuille d'émargement,
- Déroulé pédagogique heure par heure de la formation,

- Programme de formation dans le respect des référentiels,
- Émargement retraçant la participation aux réunions pédagogiques,
- Évaluation des acquis,
- Respect du contenu pédagogique et du programme,
- Bilan pédagogique global ou bilan individuel.

Les vérifications seront effectuées par un référent de l'établissement de formation.

### 12.2 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 13 - Garantie des prestations

La garantie des prestations est prévue pour une durée de 3 mois. Dans ce cadre, le formateur est susceptible de répondre aux questions des stagiaires dans le prolongement de leur formation.

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

### 14.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-production ou production incomplète des documents prévus au contrat et/ou par la réglementation en vigueur	Forfaitaire	150,00 €	
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	Forfaitaire	150,0 %	
Non-déclaration d'un sous-traitant	Journalière	10,0 %	La pénalité s'applique sur le montant engagé de la prestation.

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.



S'agissant des **déplacements**, le titulaire doit :

- Obligatoirement être assuré à ses frais par une assurance illimitée couvrant la responsabilité civile et pouvant répondre de l'usage de son véhicule à des fins professionnelles.
- Fournir une attestation de la Compagnie d'assurances.
- En cas d'accident, se conformer aux dispositions prévues par la loi et par son contrat d'assurance, de telle sorte que d'aucune manière, et à aucun moment, la responsabilité de la CCI ne puisse se trouver engagée

## 16 – Clauses de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

### **Prestations complémentaires**

Dans le cadre de nouveaux besoins en lien avec l'objet du marché, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire les modifications suivantes :

- L'ajout de prestations ne figurant pas au marché suite à un changement de réglementation ;
- Le remplacement de prestations initialement prévues au marché par des prestations non prévues au marché ;

En tout état de cause, les modifications demandées doivent être conformes à l'objet du marché et ne pas le modifier substantiellement.

Les modifications demandées donnent lieu à l'établissement d'un devis préalable par le titulaire. Ce devis, daté et signé par le titulaire, doit indiquer la durée de validité du devis.

### **Réexamen des conditions financières, notamment dans les cas suivants :**

- En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;
- En cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

### **Modification du montant maximum**

Le montant maximum du contrat pourra faire l'objet d'un réexamen

- Si cette modification est rendue nécessaire en raison de l'évolution des coûts du contrat, résultant d'événements irrésistibles et extérieurs aux parties, conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du marché, des sommes ayant un impact significatif sur l'équilibre du contrat.
- Si le montant maximum est atteint au cours d'une période d'exécution, les deux parties peuvent revoir le maximum de l'accord-cadre, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Ces modifications contractuelles seront entérinées par voie d'avenant.

## **17 - Résiliation du contrat**

### ***17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre***

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### ***17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire***

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire **s'engage à fournir**, à compter de la **notification du marché** et **jusqu'à la fin de l'exécution** de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme **E-ATTESTATIONS** mise à disposition gratuitement par la CCIT, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire et d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## 20 – Exclusivité des accords-cadres

De manière exceptionnelle, le présent accord cadre peut déroger au principe d'exclusivité dans les cas suivants :

- en cas d'indisponibilité des titulaires du marché,
- aucun des titulaires du marché n'est en mesure de répondre de manière satisfaisante à une demande spécifique d'une entreprise cliente,
- pour des besoins occasionnels de faible montant
- en cas de formations organisées en dehors du territoire du Cantal

Dans ce cadre, la CCI s'autorise à passer des commandes en direct avec d'autres opérateurs dans le respect des règles de la commande publique.

## 21 - Dérogations

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 5.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 17 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021

## 22 - Caractéristiques des formations CACES

### 22.1 - Rappel du contexte réglementaire :

Tout travailleur amené à utiliser un chariot de manutention à conducteur accompagnant doit avoir reçu une formation adéquate (art. R.4323-55 et 56 du Code du travail). Il est en outre recommandé qu'il soit titulaire d'une autorisation de conduite délivrée par son employeur selon les modalités définies à l'article 3 de l'arrêté du 2 décembre 1998.

### Le respect de ces prescriptions impose donc :

- 1/ que le conducteur ait reçu une formation spécifique et adaptée à la conduite en sécurité du chariot

de manutention concerné, formation qui doit être complétée et réactualisée aussi souvent que nécessaire ;  
2/ que son aptitude médicale à la conduite de cet équipement ait été vérifiée ;  
3/ qu'il dispose des connaissances et du savoir-faire pour la conduite en sécurité du chariot de manutention concerné, attestés par la réussite aux épreuves théoriques et pratiques appropriées ;  
4/ que son employeur se soit assuré qu'il a connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation ;  
5/ que son employeur lui ait délivré une autorisation de conduite pour le chariot de manutention concerné.

## **22.2 - Objectif de la formation**

- ↳ Permettre aux conducteurs d'accomplir leur fonction sans qu'un accident ne vienne perturber l'organisation prévue.
- ↳ Être en conformité avec la recommandation R485, R486, R489 à la CNAM visant à prévenir les risques dus aux moyens de manutention à conducteur porté.
- ↳ Les stagiaires seront évalués en fonction des critères de la recommandation CNAM pour les lots concernés : R485 pour les chariots de manutention automoteurs à conducteur accompagnant, R486 pour les PEMP (Plateforme Élévatrice Mobile de Personnes), R489 pour les chariots automoteurs de manutention à conducteur porté.
- ↳ Le contrôle des connaissances et du savoir-faire.

## **22.3 - Modalités et format**

- ↳ Les formations sont proposées au catalogue avec une périodicité mensuelle, et dans le cadre des formations longues et diplômantes.
- ↳ Les formations pourront en outre être organisées au fur et à mesure des demandes des entreprises
- ↳ La durée des sessions est conforme à la réglementation en vigueur.